

Face à la possible pénurie d'électricité cet hiver, les autorités genevoises se veulent rassurantes. Tous les scénarios sont néanmoins envisagés

Genève anticipate la pénurie de courant

LOUIS VILADENT

Energie ► En période de crise, les craintes abstraites ont tendance à prendre forme, comme la pénurie d'électricité qui n'est, pour l'heure, pas à exclure cet hiver. «Je n'ai pas de boule de cristal, affirme Elliot Romano, chercheur à l'Institut des sciences environnementales de Genève, mais les voyants sont au rouge.»

Expert en approvisionnement et en consommation d'énergie, il explique que le canton produit environ 30% de ses besoins en électricité, et qu'il est, pour la plus grande part restante, tributaire du reste du pays. «Par extension, cela veut dire que Genève dépend aussi de nos voisins européens, affirme-t-il, puisque c'est à eux qu'achète la Suisse.» Il rappelle qu'en France, de nombreuses centrales sont à l'arrêt en ce moment, pour des raisons de maintenance. «En plus de cela, ajoute le chercheur, le refus des accords bilatéraux compliquera davantage les négociations, puisque la Suisse ne sera pas prioritaire sur le marché européen.»

Tous ces facteurs font donc que la Suisse pourrait se retrouver cet hiver avec des besoins en électricité supérieurs à son approvisionnement: «Dans ce cas-là, c'est le réseau entier qui s'effondre, affirme-t-il, y compris à Genève.»

SIG tributaires

Pour les Services industriels de Genève, cette mauvaise conjoncture n'est pas à prendre à la légère. «Il y a des menaces sur la disponibilité pour cet hiver», affirme Christian Bernet, porte-parole de la régie publique. Il rappelle néanmoins



L'aéroport de Genève fait partie des gros consommateurs du canton de Genève. KEYSTONE

que «toutes mesures en cas de pénurie se feraient sur ordonnance fédérale». Il s'en réfère à l'OSTRAL, l'organisation pour l'approvisionnement en électricité, que la Confédération saurait en cas de besoin.

Cette organisation distingue quatre niveaux de préparation. Au premier niveau, la Confédération surveille l'approvisionnement et met l'OSTRAL en alerte. Au second niveau, la Confédération appelle – facultativement – la population à économiser l'électricité. «Le troi-

sième niveau consiste à limiter les dépenses en électricité des gros consommateurs», explique Christian Bernet. D'après les chiffres de l'Office cantonal de l'énergie (OCEN), cela concerne environ 650 entreprises à Genève, allant de la métallurgie, au parfum ou à l'aéroport.

Enfin le quatrième niveau consiste en des mesures plus extrêmes, dites de délestage sectoriel, soit d'une suppression momentanée du courant électrique à différents endroits du réseau. «Cela ne concerne pas

pas les hôpitaux et certaines infrastructures de première importance», assure Christian Bernet.

Le canton rassurant

Outre ces différents scénarios, l'OCEN se veut rassurant. «Selon les discours officiels, il n'y aura pas de pénurie en Suisse cet hiver», affirme Cyril Ubaud, membre du comité de direction. En outre, il affirme que des efforts sont déjà déployés pour limiter les dépenses des grands consommateurs, notamment

en ayant bonifié de 50% la prime à l'efficacité énergétique depuis le mois d'avril.

Malgré cela, Cyril Ubaud indique que le canton est en discussion avec le milieu économique, qui se veut lui aussi rassurant. A l'instar du groupe Migros, qui fait l'objet depuis plusieurs jours d'inquiétudes quant à la fermeture de certains de ses magasins durant la période hivernale. «En principe, nous nous sentons bien préparés», indique Tristan Cerf, porte-pa-

role du géant orange. Et de poursuivre qu'il n'y a aucune raison de paniquer. Comme toujours, nous travaillons sur tous les scénarios possibles, ce qui ne signifie pas, après tout, qu'ils doivent être mis en œuvre.»



«Ce sont les consommateurs qui vont devoir payer la facture»

Elliot Romano

Pour Elliot Romano, une chose est sûre: les menaces de pénurie, qui planent depuis le début des tensions entre la Russie et l'Ukraine, ont permis aux producteurs d'électricité de vendre à des prix très élevés. Leurs coûts de production restant fixes, ils peuvent réaliser des profits très élevés depuis octobre 2021. Pour lui, «une meilleure utilisation de ces profits devrait financer le développement de nouveaux moyens de stockage de l'électricité, et favoriser ainsi l'autonomie énergétique de la Suisse». Dans la conjoncture actuelle, «ce sont les consommateurs qui vont devoir payer la facture», conclut le chercheur. I

PAYSANNERIE

INDEMNITÉS EXIGÉES

Après l'orage de grêle qui a durablement frappé plusieurs exploitations agricoles de la rive gauche début juillet (lire notre édition du 7 juillet), le Mouvement pour une agriculture paysanne et citoyenne (MAPC) exige des mesures fortes de la part de la Confédération et du canton. A commencer par l'indemnisation des dégâts subis par les exploitant·es à travers la mise en place d'un fonds d'entraide spécifique aux intempéries et qui fonctionnerait sur la base de dons ou de subventions. «Pour que ce ne soit pas à la collectivité et aux paysan·nes seul·es de supporter les coûts engendrés par l'inaction gouvernementale vis-à-vis du réchauffement climatique», étaie le MAPC. Savant que les épisodes météorologiques extrêmes risquent de se multiplier et que nombre de fermes, précarisées financièrement, peinent à s'assurer ou à investir dans le matériel de protection adéquat. Par ailleurs, le syndicat Uniterre devrait lancer une action en justice d'ici à la fin de l'année pour dénoncer l'inaction climatique de la Confédération. CPR

Hommage à l'arbre parti trop tôt

Environnement ► Il fallait se lever tôt hier matin pour les voir à l'œuvre. A 6h, sur la rotonde du Mont-Blanc, quatre personnes vêtues de gilets jaunes ont commémoré l'arbre planté clandestinement au mois de juin, et retiré depuis par les autorités. Muni d'une bombe de marquage à la craie blanche, Yannis La Macchia, auteur genevois de bandes dessinées, trace le contour des huit mètres de circonférence d'ombre que l'aulne à feuilles en cœur aurait dû, à terme, projeter au sol. «Nous voulons illustrer le vide que les autorités ont choisi de laisser là», commente Dan Acher, coordinateur de l'action et «aktiviste», un mot-valise composé des termes art et activiste. Ahuri par le choix des autorités, il estime que «la végétalisation est pourtant un moyen simple et sensé de lutte contre la chaleur étouffante de nos centres urbains».

Et le jour de l'action n'est pas choisi au hasard: «Aujourd'hui, des températures records sont attendues à Genève», s'inquiète Frédéric Favre, réalisateur et enseignant, lui aussi coordinateur de l'action. Il affirme que «malgré les vœux pieux des autorités, rien de concret ne se réa-



«Nous voulons illustrer le vide que les autorités ont choisi de laisser là.» LVT

lise pour lutter de manière pérenne contre ça». A ce stade, une question brûle les lèvres, mais ce dernier la voit venir: «Nous ne sommes pas à l'origine du plantage anonyme», explique-t-il, bien que l'annonce de l'action semble avoir fait son chemin. En effet, la croix en bois qui avait été plantée pour protester contre le retrait de l'arbre, puis retirée aussitôt,

était à nouveau plantée hier matin. «Il faut croire que comme les arbres, les esprits communiquent par capillarité», s'étonne Frédéric Favre.

Comme l'explique Dan Acher, l'action marque la naissance de l'association Arbres Citoyens, dont le but sera de proposer «des actions citoyennes concrètes et communes» pour faire face aux problématiques du réchauffement. Selon ce dernier, «les habitants de Genève sont quasi unanimes pour faire plus de la place à la nature, au détriment du goudron et du bitume». Pour sa part, la Ville indique sur son site internet que 40 000 arbres agrémentent déjà les rues, les parcs et les quartiers, et que 912 arbres ont été plantés l'hiver dernier.

Sur les coups de 7h15, quatre policiers des Pâquis relèvent les identités des organisateurs. Un appel anonyme leur a été lancé pour dénoncer le «tag» sur l'herbe. L'action se déroule sous le regard amusé d'un binôme du Service des espaces verts, venu remplir une citerne d'eau non loin de là. Un peu d'ombre n'aurait sans doute pas été de refus pour lui en cette journée de canicule. LVT

L'indépendantiste Anna Gabriel devant la justice

Espagne ► L'ex-députée catalane Anna Gabriel, une des leaders du parti indépendantiste et anticapitaliste CUP, est retournée en Espagne, a annoncé l'agence de presse italienne Ansa. Elle vit en Suisse depuis 2017, accusée de désobéissance par la justice espagnole. Comme l'a annoncé son entourage aux médias espagnols, Mme Gabriel est rentrée volontairement à Madrid pour se présenter devant la Cour suprême. Le juge l'a laissée libre contre une caution, dans l'attente d'une citation à comparaître. La justice espagnole considère Mme Gabriel comme participante présumée à la tentative sécessionniste menée par les autorités catalanes.

À la suite du référendum en Catalogne en 2017, la justice espagnole accuse Anna Gabriel et d'autres leaders, dont Carles Puigdemont, de rébellion. Elle risque jusqu'à trente ans de prison. Elle se réfugie alors à Genève, où elle travaille au sein du syndicat Unia. Un juge espagnol avait ensuite réduit le délit à la désobéissance.

Comme pour d'autres personnalités engagées en faveur de l'indépendance de la Catalogne, son téléphone portable aurait été infiltré et écouté par les autorités espagnoles via le logiciel espion Pegasus entre 2017 et 2020. Une enquête du Guardian avait révélé ces pratiques à l'été 2020. Selon le quotidien La Vanguardia, Anna Gabriel devrait cependant continuer de résider en Suisse. ATS